



NOUVEAU MONDE GRAPHITE

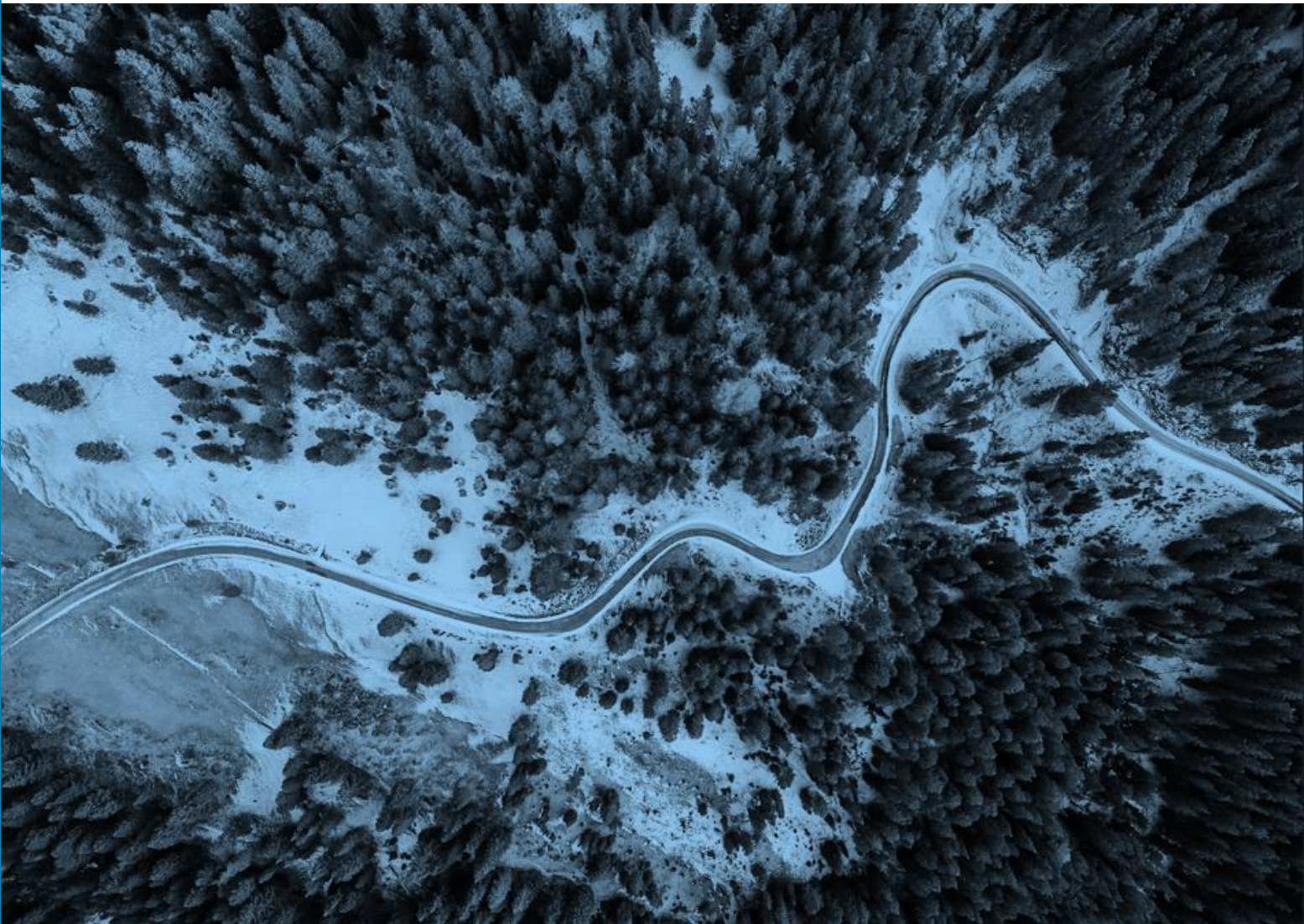
# NOUVEAU MONDE GRAPHITE INC.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES

LES 31 MARS 2019 ET 2018

(EN DOLLARS CANADIENS)



## **Table des matières**

Avis aux lecteurs

États consolidés de la situation financière 1

États consolidés du résultat net et du résultat global 2

États consolidés des variations des capitaux propres 3

États consolidés des flux de trésorerie 4

Notes complémentaires 5-15

AVIS AUX LECTEURS D'ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES :

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités de Nouveau Monde Graphite Inc. pour la période de trois mois se terminant le 31 mars 2019, n'ont pas été audités par une firme d'auditeurs externes.

(s) Eric Desaulniers

---

Président et chef de la direction /

(s) Charles-Olivier Tarte

---

Chef de la direction financière /

	Notes	31 mars 2019	31 décembre 2018
		\$	\$
<b>ACTIF</b>			
<b>COURANT</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	742 958	3 794 449
Subvention à recevoir		-	235 835
Placements		15 180	19 757
Taxes de vente à recevoir		608 352	979 158
Crédits d'impôt à recevoir	6	1 339 098	1 339 098
Charges payées d'avance		50 697	53 246
		<u>2 756 285</u>	<u>6 421 543</u>
<b>NON COURANT</b>			
Crédits d'impôt à recevoir	6	3 091 551	2 811 454
Immobilisations corporelles	8	1 273 660	1 287 845
Immobilisations incorporelles	9	1 976 419	2 126 752
Actifs au titre du droit d'utilisation	10	550 816	-
Fonds à usage restreint	5	779 309	779 309
Actifs d'exploration et d'évaluation	11	25 553 653	24 252 483
Total de l'actif		<u>35 981 693</u>	<u>37 679 386</u>
<b>PASSIF</b>			
<b>COURANT</b>			
Comptes créditeurs et charges à payer		4 542 402	5 785 742
Partie courante de la dette à long terme	7	1 229 640	930 841
		<u>5 772 042</u>	<u>6 716 583</u>
<b>NON COURANT</b>			
Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	12	621 111	621 111
Passif d'impôt différé		4 111 353	3 860 873
Dette à long terme	7	2 645 087	2 377 300
Autre passif		448 168	448 168
Total du passif		<u>13 597 761</u>	<u>14 024 035</u>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital-actions	13.1	36 258 461	36 242 680
Bons de souscription	13.2	4 779 707	4 779 707
Surplus d'apport		4 226 802	4 218 869
Déficit		(22 881 038)	(21 585 905)
<b>Total des capitaux propres</b>		<u>22 383 932</u>	<u>23 655 351</u>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<u>35 981 693</u>	<u>37 679 386</u>
Engagements	18		
Événements postérieurs	19		

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 27 mai 2019.

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(s) Éric Desaulniers - « Administrateur »

(s) Yannick Beaulieu - « Administrateur »

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

	Notes	Pour les périodes de trois mois terminée	
		31 mars 2019	31 mars 2018
		\$	\$
<b>Charges</b>			
Honoraires professionnels		168 131	176 507
Honoraires de consultation		55 470	96 775
Charges au titre des avantages du personnel		340 521	256 241
Paielements fondés sur des actions	13.5	13 714	12 776
Amortissement des immobilisations corporelles	8	14 186	9 306
Amortissement des immobilisations incorporelles	9	150 334	-
Perte (gain) de valeur sur placement		4 577	(12 269)
Frais de déplacement et de représentation		92 469	113 394
Frais de publicité et de congrès		14 302	129 089
Frais de bureau		32 617	41 911
Frais de Bourse, autorités et communications		21 275	72 355
Entretien et réparations		1 836	5 278
Autres charges opérationnelles		75 108	35 184
Frais financiers	7	60 113	(17 356)
<b>Perte avant impôt</b>		<b>1 044 653</b>	<b>919 190</b>
Charges d'impôt différées		250 480	-
<b>Perte nette et résultat étendu</b>		<b>1 295 133</b>	<b>919 190</b>
<b>Résultat par action de base et dilué</b>		<b>(0,007)</b>	<b>(0,007)</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</b>		<b>175 316 744</b>	<b>134 761 752</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

	<b>Nombre</b>	<b>Capital-actions</b>	<b>Bons de souscription</b>	<b>Surplus d'apport</b>	<b>Déficit</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>175 311 126</b>	<b>36 242 680</b>	<b>4 779 707</b>	<b>4 218 869</b>	<b>(21 585 905)</b>	<b>23 655 351</b>
Exercice d'options	50 000	15 781	-	(5 781)	-	10 000
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	13 714	-	15 374
Perte nette et résultat étendu	-	-	-	-	(1 295 133)	(1 295 133)
<b>Solde au 31 mars 2019</b>	<b>175 361 126</b>	<b>36 258 461</b>	<b>4 779 707</b>	<b>4 226 802</b>	<b>22 881 038</b>	<b>22 383 932</b>
	<b>Nombre</b>	<b>Capital-actions</b>	<b>Bons de souscription</b>	<b>Surplus d'apport</b>	<b>Déficit</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>134 801 078</b>	<b>25 701 940</b>	<b>3 370 718</b>	<b>3 169 941</b>	<b>(12 777 560)</b>	<b>19 465 039</b>
Exercice de bons de souscription	70 000	17 182	(3 181)	-	-	14 000
Exercice d'options	50 000	19 245	-	(6 745)	-	12 500
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	21 188	-	21 188
Bons de souscription émis pour des services rendus	-	-	148 446	-	-	148 446
Perte nette et résultat étendu	-	-	-	-	(919 190)	(919 190)
<b>Solde au 31 mars 2018</b>	<b>134 681 078</b>	<b>25 738 367</b>	<b>3 515 983</b>	<b>3 184 384</b>	<b>(13 696 750)</b>	<b>18 741 983</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

	Pour les périodes de trois mois terminées	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		
Perte nette	(1 295 133)	(919 190)
Amortissement des immobilisations corporelles	8 14 186	9 306
Amortissement des immobilisations incorporelles	9 150 334	-
Perte (gain) de valeur sur placement	4 577	(12 269)
Recouvrement impôt différé	250 480	-
Paievements fondés sur des actions	13 714	12 776
Variation nette du fonds de roulement	14 (1 087 671)	(1 173 077)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>(1 949 513)</b>	<b>(2 082 459)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'actifs d'exploration et d'évaluation	11 (1 111 978)	(2 156 958)
Acquisition d'immobilisations corporelles	8 -	(98 880)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(1 111 978)</b>	<b>(2 255 839)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Exercice de bons de souscription	-	14 000
Exercice d'options	10 000	12 500
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>10 000</b>	<b>26 500</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(3 051 491)</b>	<b>(4 311 793)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	3 794 449	10 147 987
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	742 958	5 836 194
<b>Informations supplémentaires</b>	14	

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Nouveau Monde Graphite Inc. (la « Société » ou « Nouveau Monde » ou « NMG ») a été constituée le 31 décembre 2012 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle se spécialise dans l'exploration et l'évaluation de propriétés minières situées au Québec.

Le 7 février 2017, Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc. change de dénomination sociale pour « Nouveau Monde Graphite Inc. ».

Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de croissance TSX sous le symbole NOU. L'adresse du siège social de la Société et sa principale place d'affaires est 331 Brassard, Saint-Michel-des-Saints, (Québec), au Canada.

Au 31 mars 2019, la Société avait un fonds de roulement négatif de 3 015 757 \$ et un déficit cumulé de 22 881 038 \$ et présentait une perte de 1 295 133 \$ pour la période terminée à cette date. Le fonds de roulement comprenait un crédit d'impôt à recevoir de 1 339 098 \$ et une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 742 958 \$.

Avec le financement complété en avril 2019 (décrit à la note 19), la direction estime que la Société dispose de fonds suffisants pour faire face à ses obligations et aux dépenses prévues pour les douze prochains mois à mesure qu'elles arrivent à échéance. Pour déterminer si l'hypothèse de continuité de l'exploitation est appropriée, la direction prend en compte toutes les informations disponibles sur l'avenir, qui sont au moins, sans toutefois s'y limiter, douze mois à compter de la fin de la période de référence. La capacité de la Société à poursuivre ses activités futures et à financer ses activités d'exploration et de mise en valeur est tributaire de la capacité de la direction à obtenir un financement supplémentaire à l'avenir, ce qui peut être complété de différentes manières, notamment par une combinaison de partenariats stratégiques, de projets et de projets, financement par emprunt, financement par prélèvement, financement par redevances et autres alternatives sur les marchés financiers. La direction recherchera ces sources de financement supplémentaires en cas de besoin et, bien que la direction ait réussi à obtenir un financement par le passé, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de le faire à l'avenir ni que ces sources de financement ou initiatives seront disponibles pour la Société ou qu'ils seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société.

## 2. MODE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés de la Société ont été établis conformément aux Normes comptables internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les états financiers consolidés de la période de trois mois terminée le 31 mars 2019 (y compris les états comparatifs) ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 27 mai 2019.

## 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### 3.1 Modifications aux méthodes comptables

#### IFRS 16 – Contrats de location

Le 1er janvier 2019, la société a mis en oeuvre l'IFRS 16, Contrats de location, (l'« IFRS 16 »), qui remplace l'International Accounting Standard 17, Contrats de location (l'« IAS 17 »), et les interprétations connexes. La norme prévoit l'utilisation, par les preneurs, d'un modèle unique d'évaluation et de comptabilisation des contrats de location au bilan, éliminant la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. La société a mis en oeuvre la norme selon l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, les résultats de la société pour le premier trimestre de 2019 reflètent la comptabilisation des contrats de location selon l'IFRS 16. En vertu de l'IFRS 16, la charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et les charges d'intérêts sur les obligations locatives remplacent les charges de loyers qui étaient auparavant comptabilisées sur une base linéaire dans le résultat d'exploitation en vertu de l'IAS 17 sur la durée du contrat de location. Les résultats de l'exercice précédent n'ont pas été retraités.

Lors de l'adoption de la norme IFRS 16, la Société a comptabilisé les passifs d'obligations locatives qui étaient auparavant classés en tant que « contrats de location simple » en vertu des principes de la norme IAS 17. Au 1er janvier 2019, la Société avait comptabilisé un passif de 639 512 \$ lié à des contrats de location antérieurs, contrat de location, qui sont désormais considérés comme des dettes au moment de l'adoption de la norme IFRS 16 (voir la note 7). Ces contrats de location ont été évalués à la valeur actuelle des paiements de location restants, actualisés au 1er janvier 2019 en utilisant le taux d'emprunt supplémentaire du preneur. Le taux d'emprunt supplémentaire moyen pondéré du preneur appliqué aux engagements au titre de la location au 1er janvier 2019 était de 6,38%. Les actifs de droit d'utilisation associés ont été évalués au montant correspondant au passif du contrat de location au 1er janvier 2019 (voir la note 10).

À la suite de l'adoption de la norme IFRS 16, la méthode comptable appliquée aux contrats de location s'appliquait comme suit à compter du 1er janvier 2019:

Au début d'un contrat, la Société détermine si un contrat est ou contient un contrat de location. Un contrat est, ou contient, un contrat de location s'il donne le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période donnée, moyennant une contrepartie. Pour déterminer si un contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié, la Société détermine si:

I. le contrat implique l'utilisation d'un actif identifié



II. la Société a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif tout au long de la période d'utilisation; et

III. la société a le droit de diriger l'utilisation de l'actif.

La Société comptabilise un droit d'utilisation et un passif au titre de la location à la date de début du contrat. L'actif lié au droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial du passif au titre du contrat de location ajusté pour tout paiement de location effectué à la date de prise d'effet ou avant, majoré des coûts directs initiaux encourus et une estimation des coûts de démantèlement et de suppression des coûts de l'actif sous-jacent ou pour restaurer l'actif sous-jacent ou le site sur lequel il est situé, moins les incitations à la location reçues.

L'actif lié au droit d'utilisation est ensuite amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire entre la date de début et la plus proche de la fin de la durée de vie utile de l'actif au droit d'utilisation ou la fin de la durée du contrat de location. La durée de vie utile estimée des actifs bénéficiant du droit d'utilisation est déterminée sur la même base que celle des immobilisations corporelles. En outre, l'actif lié au droit d'utilisation est périodiquement réduit du fait des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations du passif du contrat de location.

#### **4. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES**

Lorsqu'elle prépare ses états financiers consolidés, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

L'information sur les estimations et les hypothèses significatives qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après. Les résultats réels peuvent différer significativement.

##### Continuité

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'exploration et d'évaluation nécessite l'exercice d'un jugement. Les estimations et hypothèses retenues sont examinées régulièrement et sont basées sur des données historiques et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime raisonnables dans les circonstances.

##### Provision pour l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations

Les activités d'exploration de la Société sont soumises à un certain nombre de lois et de réglementations en matière de protection de l'environnement. La Société comptabilise la meilleure estimation par la direction des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations pour la période au cours de laquelle elles surviennent. Les coûts réellement supportés au cours de périodes futures pourraient être très différents de ces estimations. En outre, les modifications futures des lois et des réglementations, le calendrier des flux de trésorerie estimés et les taux d'actualisation pourraient avoir une incidence sur la valeur comptable de cette provision.

##### Comptabilisation des impôts différés actifs et évaluation de la charge d'impôt sur le résultat

La direction évalue régulièrement la probabilité que ses actifs d'impôt différé se matérialisent. Dans le cadre de cette évaluation, la direction doit déterminer s'il est probable que la Société générera par la suite un revenu imposable suffisant auquel de telles pertes peuvent être imputées pendant la période de report. Par sa nature, cette évaluation nécessite beaucoup de jugement. À ce jour, la direction n'a enregistré aucun actif d'impôt différé excédant les différences temporelles imposables existantes qui devrait s'inverser au cours de la période de report.

##### Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'hypothèses.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement ou de l'unité génératrice de trésorerie doit être estimée.

##### Crédits d'impôt

Les crédits d'impôt pour la période en cours et les périodes précédentes sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer, selon la meilleure estimation et le meilleur jugement possible des autorités fiscales à la date de clôture. Cependant, des incertitudes subsistent quant à l'interprétation de la réglementation fiscale, en particulier en ce qui concerne les crédits de droits miniers remboursables pour perte et les crédits d'impôt remboursables sur les dépenses d'exploration éligibles, ainsi qu'en ce qui concerne le montant et le moment du recouvrement de ces crédits. Afin de déterminer si les dépenses engagées sont admissibles aux crédits

d'exploration pour l'exploration, la Société doit faire preuve de beaucoup de jugement et recourir à des techniques complexes, ce qui rend incertaine le recouvrement des crédits d'impôt. En conséquence, il peut exister une différence significative entre le montant comptabilisé au titre des crédits d'impôt et le montant réel des crédits d'impôt reçus à la suite de l'examen, par les administrations fiscales, de questions sujettes à interprétation. Dans l'éventualité d'une telle différence, un ajustement doit être apporté aux crédits d'impôt pour frais de prospection minière au cours de périodes futures. L'administration fiscale peut prendre beaucoup de temps pour rendre compte de ses décisions en matière fiscale, prolongeant ainsi la période de recouvrement du crédit d'impôt. Les crédits d'impôt à l'exploration minière que la Société s'attend à récupérer sur une période de plus d'un an sont classés dans les actifs non courants. Les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont basés sur les meilleures estimations de la société et dans le meilleur sens possible, comme indiqué ci-dessus. Cependant, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'obtention de l'approbation de l'autorité fiscale concernée, le montant des crédits d'impôt qui seront effectivement recouverts et le moment de ce recouvrement peuvent différer considérablement des estimations comptables et affecter la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Le passif locatif est initialement évalué à la valeur actuelle des paiements locatifs qui n'ont pas été payés à la date de commencement, actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut pas être déterminé facilement, au taux d'emprunt supplémentaire de la Société. En règle générale, la société utilise son taux d'emprunt supplémentaire comme taux d'actualisation.

Les paiements liés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats d'une durée de 12 mois ou moins.

## 5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	742 958	3 794 449

Au 31 mars 2019, la Société disposait de 779 309 \$ de fonds à usage restreint, dont 621 111 \$ liés à l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations et de 158 198 \$ à une lettre de crédit consenti à Investissement Québec relativement au financement du prêt (note 7).

## 6. CRÉDITS D'IMPÔTS À RECEVOIR

	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
	\$	\$
Portion courante du crédit d'impôts à recevoir	1 339 098	1 339 098
Portion non courante du crédit d'impôts à recevoir	3 091 551	2 811 454
	<u>4 430 649</u>	<u>4 150 552</u>

Les crédits d'impôt attendus au-delà de 12 mois sont comptabilisés dans les actifs non courants.

## 7. DETTE À LONG TERME

	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
	\$	\$
Dettes à payer (7.1)	3,308,141	3,308,141
Obligations locatives (7.2)	559,586	-
Balance à la fin de la période	3,867,727	3,308,141
Portion courante de la dette à long terme	(1,222,640)	(930,841)
Portion non courante de la dette à long terme	2,645,087	2,377,300

### 7.1 Dette à payer

	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
	\$	\$
Solde de début de la période	3 308 141	-
Produit	-	3 361 788
Frais d'émission	-	(53 647)
Intérêts à payer	-	-
Balance à la fin de la période	3 308 141	3 308 141
Portion courante de la dette à payer	(930 841)	(930 841)
Portion non courante de la dette à payer	2 377 300	2 377 300

Le 21 décembre 2018, la Société a conclu un financement avec Investissement Québec pour un montant total de 4 665 000 \$ au moyen de quatre offres de prêt dont la première tranche d'un montant de 3 361 788 \$ (943 000 \$ à court terme et 2 418 788 \$ à long terme) a

été reçue la deuxième tranche sera reçue en 2019 selon les besoins de trésorerie de Nouveau Monde, mais sous réserve de la réalisation des conditions énoncées dans les offres de prêt. Durant la période finissant au 31 mars 2019, les intérêts payés sont de 60 179 \$.

Les prêts sont garantis par des hypothèques de premier rang d'un montant total de 4 655 000 \$ grevant l'universalité de ses créances et comptes à recevoir présents et futurs. Les emprunts doivent être remboursés au plus tard le 30 juin 2019 et le 30 juin 2020, respectivement les emprunts à court et à long terme. Les prêts portent respectivement intérêt au taux préférentiel de 3,95% au 31 mars 2019, majorés de 2,3% et 2,43% lorsque les intérêts sont payables.

## 7.2 Obligations locatives

	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
	\$	\$
Solde de début de la période	-	-
Ajustement-IFRS 16	639,512	-
Nouveaux engagements en vertu de contrats de location	-	-
Remboursement principal	<u>(79,926)</u>	<u>-</u>
	559,586	-
Portion courante	(291,799)	-
Portion non courante	<u>267,787</u>	<u>-</u>

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain	Immeuble	Équipement	Ordinateur	Mobilier	Matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>							
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	226 543	1 036 945	62 580	31 864	49 135	9 218	1 416 285
Acquisition	-	-	473	15 184	-	-	-
Solde au 31 décembre 2019	<u>226 543</u>	<u>1 036 945</u>	<u>62 580</u>	<u>31 864</u>	<u>49 135</u>	<u>9 218</u>	<u>1 416 285</u>
<b>Amortissement cumulé</b>							
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	-	46 871	58 461	5 867	14 771	2 470	128 440
Amortissement	-	9 765	305	1 923	1 694	499	14 186
Solde au 31 décembre 2019	-	<u>56 636</u>	<u>58 765</u>	<u>7 790</u>	<u>16 465</u>	<u>2 969</u>	<u>142 625</u>
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2019</b>	<u><b>226 543</b></u>	<u><b>980 309</b></u>	<u><b>3 815</b></u>	<u><b>24 074</b></u>	<u><b>32 670</b></u>	<u><b>6 249</b></u>	<u><b>1 273 660</b></u>
	Terrain	Immeuble	Équipement	Ordinateur	Mobilier	Matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>							
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	147 809	446 392	62 107	16 680	45 456	-	718 444
Acquisition	78 734	590 553	473	15 184	3 679	9 218	697 841
Solde au 31 décembre 2018	<u>226 543</u>	<u>1 036 945</u>	<u>62 580</u>	<u>31 864</u>	<u>49 135</u>	<u>9 218</u>	<u>1 416 285</u>
<b>Amortissement cumulé</b>							
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	-	20 298	57 126	739	7 784	-	85 947
Amortissement	-	26 573	1 335	5 128	6 987	2 470	42 493
Solde au 31 décembre 2018	-	<u>46 871</u>	<u>58 461</u>	<u>5 867</u>	<u>14 771</u>	<u>2 470</u>	<u>128 440</u>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2018</b>	<u><b>226 543</b></u>	<u><b>990 074</b></u>	<u><b>4 419</b></u>	<u><b>25 997</b></u>	<u><b>34 364</b></u>	<u><b>6 748</b></u>	<u><b>1 287 845</b></u>

## 9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Au cours de l'exercice terminée le 31 décembre 2018, la Société et Hydro-Québec (HQ) ont signé un accord de licence autorisant la Société à utiliser les technologies brevetées de HQ pour la micronisation, la sphéronisation, la purification et le revêtement de graphite naturel visant servir le marché des batterie lithium-ion. La Société a versé 2 millions de dollars US (2 561 818 \$) pour l'utilisation des brevets qui expirent à différentes échéances entre le 24 octobre 2021 au 7 juin 2028. La licence a été capitalisée en tant qu'immobilisation incorporelle et sera amortie sur la durée de vie des brevets sous-jacents.

	Logiciels	Brevets	Total
	\$	\$	\$
<b>Coût</b>			
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	16 058	2 561 818	2 577 876
Acquisition	-	-	-
Solde au 31 mars 2019	16 058	2 561 818	2 577 876
<b>Amortissement</b>			
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	3 019	448 105	451 124
Amortissement	965	149 364	150 333
Solde au 31 mars 2019	3 984	597 474	601 457
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2019</b>	<b>12 075</b>	<b>1 964 345</b>	<b>1 976 419</b>
	Logiciels	Brevets	Total
	\$	\$	\$
<b>Coût</b>			
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	10 741	-	10 741
Acquisition	5 317	2 561 818	2 567 135
Solde au 31 décembre 2018	16 058	2 561 818	2 577 876
<b>Amortissement</b>			
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	547	-	547
Amortissement	2 472	448 105	450 577
Solde au 31 décembre 2018	3 019	448 105	451 124
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2018</b>	<b>13 039</b>	<b>2 113 713</b>	<b>2 126 752</b>

## 10. ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

	Immeuble	Équipement	Matériel Roulant	Total
				\$
<b>Coût</b>				
Au 31 décembre 2018	-	-	-	-
Ajustement - IFRS 16 (note 3)	232 990	312 177	94 345	639 512
Au 1er janvier 2019	232 990	312 177	94 345	639 512
<b>Au 31 mars 2019</b>	<b>232 990</b>	<b>312 177</b>	<b>94 345</b>	<b>639 512</b>
<b>Dépréciation accumulée</b>				
Au 31 décembre 2018	-	-	-	-
Ajustement - IFRS 16 (note 3)	-	-	-	-
Au 1er janvier 2019	-	-	-	-
Amortissement pour la période	31 770	41 203	15 723	88 696
<b>Au 31 mars 2019</b>	<b>31 770</b>	<b>41 203</b>	<b>15 723</b>	<b>88 696</b>
<b>Valeur comptable nette</b>				
Au 1er janvier 2019	232 990	312 177	639 512	639 512
<b>Au 31 mars 2019</b>	<b>201 220</b>	<b>270 974</b>	<b>550 816</b>	<b>550 816</b>

Les paiements minimaux futurs de location pour le prochain exercice sont d'un montant de 108 054\$.

## 11. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	Acquisition	Crédits d'impôt net	Solde au 31 mars 2019
	\$	\$	\$	\$
<b>Québec, Canada</b>				
Propriété- Matawinie				
Droits miniers	1 657 778	-	-	1 657 778
Frais d'exploration et d'évaluation	22 594 705	1 581 268	(280 098)	23 895 875
<b>Total</b>	<b>2 252 483</b>	<b>1 581 268</b>	<b>(280 098)</b>	<b>25 553 653</b>
	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	Acquisition	Crédits d'impôt net	Solde au 31 décembre 2018
<b>Québec, Canada</b>				
Propriété- Matawinie				
Droits miniers	861 764	796 014	-	1 657 778
Frais d'exploration et d'évaluation	8 117 675	17 061 806	(2 584 776)	22 594 705
<b>Total</b>	<b>8 979 439</b>	<b>17 857 820</b>	<b>(2 584 776)</b>	<b>24 252 483</b>

## 12. OBLIGATION LIÉE À LA MISE HORS SERVICE

Au 31 mars 2019, l'obligation liée à la Propriété Matawinie est de 621 111 \$ (621 111 \$ au 31 décembre 2018).

## 13. CAPITAUX PROPRES

### 13.1 Capital-actions

Capital-actions autorisé :

Nombre illimité d'actions ordinaires votantes et participantes, sans valeur nominale.

### 13.2 Bons de souscription

	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début de la période	52 039 727	0.39	43 192 476	0.36
Émis	-	-	14 261 837	0.40
Exercés	-	-	(3 871 003)	0.20
Expirés	-	-	(1 543 583)	0.31
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>52 039 727</b>	<b>0.39</b>	<b>52 039 727</b>	<b>0.39</b>
	31 mars 2019		31 décembre 2018	
Date d'échéance	Nombre	Prix d'exercice	Nombre	Prix d'exercice
		\$		\$
15 juin 2019	2 506 000	0.35	2 506 000	0.35
19 septembre 2019	7 357 498	0.40	7 357 498	0.40
20 octobre 2019	15 410 087	0.40	15 410 087	0.40
17 mai 2020	3 333 336	0.40	3 333 336	0.40
13 juillet 2020	4 480 584	0.40	4 480 584	0.40
28 septembre 2020	5 792 584	0.40	5 792 584	0.40
2 octobre 2020	655 333	0.40	655 333	0.40
22 décembre 2020	7 534 914	0.35	7 534 914	0.35
7 février 2021	4 969 391	0.35	4 969 391	0.35
	<b>52 039 727</b>		<b>52 039 727</b>	

### 13.3 Options de courtier

	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Nombre d'options courtiers	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options courtiers	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début de la période	1 474 525	0.31	1 335 711	0.30
Émis	-	-	331 994	0.30
Exercés	-	-	(90 000)	0.23
Expirés	(26 100)	0.35	(103 180)	0.30
Solde à la fin de la période	<u>1 448 425</u>	<u>0.31</u>	<u>1 474 525</u>	<u>0.31</u>

Les options de courtier en circulation pouvant être exercés en contrepartie d'un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établit comme suit :

Date d'échéance	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice	Nombre	Prix d'exercice
		\$		\$
7 février 2019	-	-	26 100	0.35
19 Septembre 2019	581 260	0.30	581 260	0.30
20 Octobre 2019	535 171	0.30	535 171	0.30
13 Juillet 2020	125 669	0.40	125 669	0.40
28 Septembre 2020	127 689	0.40	127 689	0.40
2 octobre 2020	78 636	0.40	78 636	0.40
	<u>1 448 425</u>		<u>1 474 525</u>	

### 13.4 Bons consultatifs

	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Nombre de bons consultatifs	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de bons consultatifs	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début de la période	1 771 665	0.36	-	-
Émis	-	-	1 771 665	0.36
Solde à la fin de la période	<u>1 771 665</u>	<u>0.36</u>	<u>1 771 665</u>	<u>0.36</u>

Le nombre de bons consultatifs en circulation pouvant être exercés en contrepartie d'un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établit comme suit :

Date d'échéance	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice	Nombre	Prix d'exercice
		\$		\$
20 Octobre 2019	1 150 000	0.39	1 150 000	0.39
13 Juillet 2020	55 000	0.30	55 000	0.30
2 octobre 2020	566 665	0.30	566 665	0.30
	<u>1 771 665</u>		<u>1 771 665</u>	

### 13.5 Paiements fondés sur des actions

Le conseil d'administration détermine le prix par action ordinaire et le nombre d'actions ordinaires pouvant être attribuées à chaque administrateur, dirigeant, employé ou consultant ainsi que toutes les autres conditions rattachées à l'option, sous réserve des règles de la bourse de croissance TSX.

La totalité des paiements fondés sur des actions sera réglée en instruments de capitaux propres. La Société n'a aucune obligation juridique ou contractuelle de racheter ou de régler les options en trésorerie.

Les options sur actions de la Société se présentent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Nombre d'options courtiers	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début de la période	11 450 000	0.29	9 050 000	0.27
Octroyées	-	-	4 400 000	0.34
Exercées	(50 000)	0.20	(750 000)	0.20
Expirées	-	-	(600 000)	0.30
Renoncées	-	-	(650 000)	0.36
Solde à la fin de la période	11 400 000	0.29	11 450 000	0.29
Options pouvant être exercées	11 156 250	0.29	10 087 500	0.29

Date d'expiration	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix de l'exercice \$	Nombre	Prix de l'exercice \$
3 avril 2019	200 000	0.20	250 000	0.20
11 mai 2020	500 000	0.27	500 000	0.27
9 juin 2020	600 000	0.18	600 000	0.18
10 octobre 2020	300 000	0.35	300 000	0.35
7 janvier 2021	650 000	0.20	650 000	0.20
11 février 2021	250 000	0.20	250 000	0.20
18 mars 2021	225 000	0.20	225 000	0.20
15 juin 2021	175 000	0.30	175 000	0.30
1 novembre 2021	250 000	0.25	250 000	0.25
2 novembre 2021	500 000	0.45	500 000	0.45
23 décembre 2021	575 000	0.25	575 000	0.25
13 février 2022	1 800 000	0.275	1 800 000	0.275
11 juillet 2022	500 000	0.30	500 000	0.30
25 septembre 2022	725 000	0.35	725 000	0.35
25 septembre 2022	150 000	0.40	150 000	0.40
20 octobre 2022	200 000	0.39	200 000	0.39
27 novembre 2022	200 000	0.42	200 000	0.42
18 mai 2023	3 150 000	0.32	3 150 000	0.32
21 juin 2023	450 000	0.31	450 000	0.31
	11 400 000		11 450 000	

#### 14. INFORMATIONS ADDITIONNELLES – FLUX DE TRÉSORERIE

	Pour les périodes de trois mois terminées	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	\$	\$
Taxe de vente à recevoir	370 806	(329 632)
Charges payées d'avance	2 549	(128 379)
Comptes créditeurs et charges à payer	(1 461 026)	( 715 066)
Total	(1 087 671)	(1 173 077)

Éléments sans incidence sur la trésorerie :

	Pour les périodes de trois mois terminées	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer inclus dans les actifs d'exploration et d'évaluation	4 009 212	947 656



## 15. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

La Société évalue son capital en fonction de la valeur comptable des capitaux propres et des emprunts. Le capital est de 26 258 659 \$ au 31 mars 2019 (26 963 492 \$ au 31 décembre 2018).

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre son exploitation ainsi que ses programmes d'acquisition, d'exploration et d'évaluation de propriétés minières. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

La Société n'est pas soumise à des exigences en matière de capital imposées de l'extérieur, sauf si elle réalise un financement au moyen d'actions accréditatives pour lequel des fonds doivent être réservés pour les dépenses d'exploration. Les variations du capital sont présentées dans les états de la variation des capitaux propres.

## 16. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant de ses activités. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation.

L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrites ci-dessous :

### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers, qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Société gère son risque de liquidité au moyen de l'établissement de budgets lui permettant de déterminer les fonds nécessaires pour financer ses projets d'exploration et d'évaluation. La liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient être affectés défavorablement si l'accès de la Société au marché des capitaux ou à d'autres formes de financement est entravé, que ce soit en raison d'un repli des conditions du marché boursier ou en relation avec des questions propres à la Société. La Société a toujours généré des flux de trésorerie provenant principalement de ses activités de financement et d'investissement.

Toutes les obligations financières à court terme de la Société d'un montant de 5 772 042 \$ (6 716 583 \$ au 31 décembre 2018) sont assorties d'échéances contractuelles de moins d'un an et sont soumises aux conditions normales du marché. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la préservation et la sécurité du capital ainsi que le maintien de la liquidité.

Avec le financement complété en avril 2019 (décrit à la note 18), la direction estime que la Société dispose de fonds suffisants pour faire face à ses obligations et aux dépenses prévues pour les douze prochains mois à mesure qu'elles viennent à échéance. (voir note 1).

### *Risque de crédit*

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte découle de l'incapacité d'une contrepartie à respecter ses engagements contractuels. Le risque de crédit de la Société est essentiellement lié aux créances et à la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les créances se composent principalement du remboursement de la taxe sur les produits et services à recevoir des gouvernements du Canada et du Québec, ainsi que des crédits d'impôt minier à recevoir du gouvernement du Québec. La direction atténue le risque de crédit en maintenant sa trésorerie auprès de banques à charte canadiennes.

## 17. ÉVALUATION DES JUSTES VALEURS

### **Instruments financiers évalués à la juste valeur**

Ce qui suit présente les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière en conformité avec la hiérarchie de la juste valeur.

Cette hiérarchie classe les actifs et passifs financiers en trois niveaux fondés sur l'importance des données servant à évaluer leur juste valeur. La hiérarchie de juste valeur comprend les niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques à la date de clôture;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement ou indirectement;
- Niveau 3 : des données des actifs ou des passifs qui ne sont pas observables (données non observables).

Les placements en actions évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière aux 31 mars 2019 et 31 décembre 2018 sont classés dans le niveau 1. Pour tous les autres actifs et passifs financiers, leur valeur comptable nette constitue une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu de leurs échéances relativement courtes.

## 18. ENGAGEMENTS

La Société est financée en partie par l'émission d'actions accréditatives et, en vertu de règles fiscales relatives à ce type de financement, la Société s'est engagée à réaliser des travaux d'exploration minière.

Ces règles fiscales fixent également des échéances pour la réalisation des travaux d'exploration qui doivent être entrepris au plus tard à la première des dates suivantes :

- Deux ans suivant les placements accréditifs;
- Un an après que la Société a renoncé aux déductions fiscales relatives aux travaux d'exploration.

Cependant, il n'existe aucune garantie selon laquelle ces dépenses d'exploration seront admissibles à titre de frais d'exploration au Canada, même si la Société s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard. Le refus de certaines dépenses par l'administration fiscale pourrait avoir un impact fiscal négatif pour les investisseurs.

La Société a reçu un montant de 2 302 336 \$ à la suite de placements accréditifs pour lesquels elle a renoncé aux déductions fiscales.

## 19. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 3 avril 2019, la Société a conclu un placement privé sans courtage avec le Groupe Pallinghurst (« Pallinghurst ») pour un montant de 10 298 875 CAD en vertu duquel Pallinghurst a accepté de souscrire à 43 825 000 actions ordinaires (les « Actions ordinaires ») du capital de la Société, au prix de 0,235 CAD par Action ordinaire (le « prix du placement ») (le « Placement Pallinghurst »).

Le 25 avril 2019, la Société a complété le placement privé sans intermédiaire. La Société ne versera aucuns frais de courtage, de services de banques d'affaires ou autres frais pour le Placement Pallinghurst et les Actions ordinaires émises à Pallinghurst sont soumises à une période de détention légale de quatre (4) mois plus un (1) jour se terminant le 26 août 2019. À la date de clôture, Pallinghurst détient environ 19,99 % des Actions ordinaires. Dans le cadre du placement Pallinghurst, Pallinghurst a accepté de ne pas vendre ses actions pendant une période maximale de deux ans à compter de la date de clôture, sous réserve de conditions.

Le 27 mai 2019, le conseil d'administration octroie un total de 1 125 000 options d'achat d'actions à des membres de la haute direction. Ces options d'achat d'actions sont octroyées conformément aux termes et modalités du nouveau régime d'options d'achat d'actions de la Société. Chaque option d'achat d'actions permet à son détenteur de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,235\$ par action ordinaire pour une durée de 5 ans à compter de la date d'octroi.